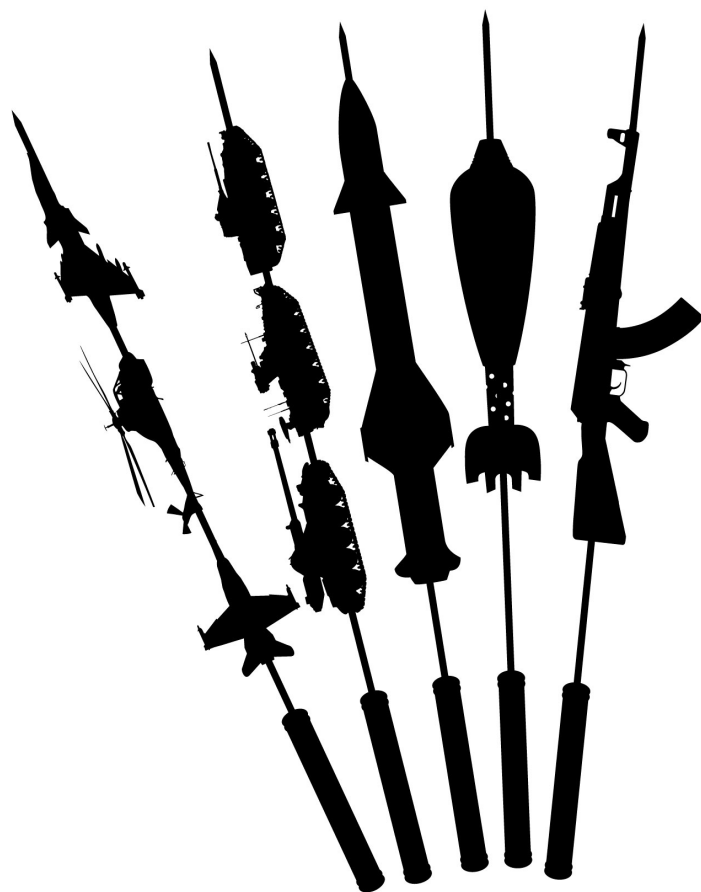


# I. De la révolution à la guerre civile



## **Bref rappel : La Syrie avant 2011**

Le pays compte 23 millions d'habitants et une superficie de 185 000 km<sup>2</sup>. Il a été établi dans ses frontières actuelles après la Première guerre mondiale, suite au dépeçage de l'Empire ottoman par les Français et les Britanniques, au lendemain des accords de San Remo en 1920. Sous mandat français jusqu'en 1946, la Syrie indépendante a connu des épisodes démocratiques puis des coups d'Etats militaires dont celui du parti Baath en 1963 qui a établi le régime actuel. En 1970, Hafez Al-Assad, père de Bachar, s'empare du pouvoir par un putsch, se débarrasse de ses adversaires et établit une dictature sécuritaire verrouillée. À sa mort en 2000, la constitution du pays est modifiée afin que son fils lui succède. Après une courte période de libéralisation, surtout économique, Bachar rétablit un système autoritaire autour d'un clan familial et militaire, affairiste et corrompu.

## **Comment tout a commencé ? Comment en est-on arrivé là ?**

Comme pour les autres révolutions du « Printemps arabe » au début de l'année 2011, la contagion contestataire a atteint la Syrie en mars dans la foulée de la Tunisie, l'Egypte, la Libye, le Bahreïn et le Yémen. Les Syriens s'étaient enthousiasmés pour le renversement des dictatures de Ben Ali puis de Moubarak. Comme les autres peuples arabes, ils ont voulu manifester leur aspiration au changement, pour réclamer « liberté, justice et dignité », selon les premiers mots d'ordre de la révolution syrienne.

## **Pourquoi les Syriens sont-ils descendus dans la rue ?**

Les Syriens avaient des raisons légitimes de se révolter contre un système de gouvernement tyrannique et corrompu qui s'imposait à eux depuis plus de 40 ans. Pour comparaison, lorsque le Parti Ba'ath prenait le pouvoir en Syrie pour ne plus le quitter, la France était présidée par le

général De Gaulle ! Le temps démocratique a permis de nombreuses évolutions en France depuis. Pas en Syrie. Arrive ainsi un moment où l'exaspération populaire dépasse la peur. En 2011, cette exaspération est à son comble. L'embellie économique tant vantée par le pouvoir – et largement exagérée dans les chiffres – n'a profité qu'à une bourgeoisie des villes proche du régime. Son train de vie était scandaleusement affiché. La corruption était généralisée, alors qu'une grande partie des Syriens vivaient dans la pauvreté. La libéralisation des années 80 a été incapable de favoriser l'activité économique privée ni de stimuler l'emploi. Résultat : une augmentation des chômeurs et laissés pour compte. Beaucoup de jeunes, dont un nombre important de diplômés, ne se voyaient aucun avenir. A cela s'ajoutait un maillage sécuritaire étouffant qui privait la population de droits et empêchait toute initiative. La sécheresse de 2006 à 2010 a enfin provoqué une montée des prix et poussé 1,5 millions de personnes à rejoindre les périphéries des villes. Les conditions étaient réunies pour une explosion sociale. Il fallait une étincelle.

## **Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ?**

En mars 2011, de jeunes collégiens, des adolescents dont l'âge est celui de la transgression, écrivent par jeu sur les murs de Deraa dans le sud du pays le slogan scandé dans toutes les rues arabes : « Le peuple veut la chute du régime ». Ils sont arrêtés par les services de sécurité et torturés. À la suite de cet acte, les manifestations s'étendent par capillarité dans tout le pays. Des centaines de milliers de manifestants pacifiques réclament la démocratie et la fin de la corruption. Les forces du régime répondent systématiquement en tirant sur la foule, faisant des morts et des blessés. Dans le même temps, des centaines de jeunes activistes et autres civils sont arrêtés et disparaissent dans les prisons du régime. La répression chaque jour plus féroce, provoque de nouvelles protestations et demandes de réformes. Le cycle manifestation/répression se poursuit pendant des mois. A la fin de l'année 2011, l'ONU dénombre déjà 5000 morts.

## **Les contestataires ont pris les armes.**

## **N'était-ce pas une folie ?**

La « militarisation » de la révolution est un tournant très controversé, y compris parmi les opposants syriens. Elle commence simplement dans une logique de défense : il s'agit de protéger les manifestants des balles du régime. Des civils prennent les armes pour défendre leurs quartiers et villages contre les exactions de l'armée et des forces de sécurité. Parallèlement, des soldats de l'armée refusent de tirer sur leurs concitoyens. Certains sont exécutés par leurs supérieurs tandis que les autres n'ont d'autre choix que de désertre. Le 31 juillet 2011, un communiqué d'officiers déserteurs, réfugiés en Turquie, annonce la création de l'Armée Syrienne Libre et appelle d'autres militaires à la rejoindre. Elle dispose d'armes légères que les soldats ont emportées avec eux et n'a pour but que de défendre les manifestants. La répression de l'armée syrienne passe alors du fusil au canon. En février 2012, l'investissement direct de l'armée dans les villes fait franchir au conflit un seuil supplémentaire dans la militarisation.

## **Ce n'était donc plus une révolution mais une guerre civile ?**

Cette question fait débat. Tout dépend des définitions auxquels on se réfère. Quand un mouvement populaire veut mettre un terme à une dictature, en renversant une dynastie au pouvoir depuis plus de 40 ans, si ce n'est pas une révolution, ce mot n'a plus de sens. Certains disent que cette révolution a évolué en « insurrection armée ». D'autres considèrent que dès lors qu'une confrontation armée a lieu entre des forces d'un même pays sur un même territoire, il faut parler de « guerre civile ». Les combats entre Syriens se multiplient en effet avec l'augmentation du nombre de déserteurs ou de civils ayant pris les armes. Il s'agit de combats asymétriques entre la puissante armée régulière avec ses chars, ses canons et son aviation et des combattants rebelles armés de fusils mitrailleurs et parfois de lance-roquettes. Pour d'autres enfin, la crise syrienne est devenue, du fait des actions du régime et de ses alliés, une « guerre contre les civils ».

## **N'y a-t-il pas aussi une dimension**

## communautaire ?

Elle existe effectivement du fait que la famille Assad appartient à la communauté alaouite, qui compte environ 10 % de la population syrienne mais est fortement représentée dans l'armée et les services de sécurité. Le démographe [Youssef Courbage](#) parle de « minorité démographique politiquement dominante ».

La majorité sunnite de la population (72 %) accepte mal la domination politique et militaire d'une communauté minoritaire, qui lui dénie l'accès à tout poste de responsabilité.

Certes, les alaouites n'étant pas dans le cercle du pouvoir des Assad ou osant critiquer ce dernier souffrent de la même coercition que les autres communautés. De même, le régime a tenté de coopter des personnalités sunnites ou chrétiennes. Mais cette dimension de confrontation communautaire a été exacerbée par le conflit et par le jeu des alliances régionales (*voir ci-dessous*).

## Comment le gouvernement a-t-il perdu le contrôle d'une partie du territoire ?

Avec, la généralisation de la révolte à travers le pays et les défections dans l'armée, le régime n'a plus suffisamment de troupes pour s'imposer partout. La priorité pour lui est donc d'empêcher l'insurrection d'atteindre les grandes villes, par un fort maillage sécuritaire. Ainsi, à Damas, les premières manifestations sont appelées « *manifestations volantes* », car elles s'évaporent avant que la répression ne prenne place. Echappent au contrôle du régime des zones rurales et péri-urbaines où des groupes armés rebelles se sont formés localement. Un grand tournant intervient à l'été 2012, quand les brigades de l'Armée Syrienne Libre, s'emparent d'une grande partie des quartiers populaires d'Alep, deuxième ville et capitale économique du pays. L'armée régulière cède sous la pression de l'offensive rebelle et se retire aussi de larges portions du nord-ouest du pays, autour d'Alep et d'Idlib. La prise de plusieurs postes frontières avec la Turquie par l'ASL permet l'accès plus facile des hommes et des armes aux

rebelles, mais aussi l'arrivée de premiers combattants étrangers. Les zones dites « libérées » du contrôle du régime sont administrées par les populations locales qui créent des « Conseils civils » pour gérer les affaires quotidiennes. Elles sont quotidiennement bombardées par l'aviation du régime, provoquant la destruction et surtout le départ de dizaines de milliers de réfugiés.

## **On est bien loin du mouvement de 2011 !**

Oui et non. Oui car sur le terrain militaire, l'ASL qui représente le mieux le soulèvement de 2011 a perdu beaucoup de terrain, les autres mouvements de la rébellion n'adoptent guère le langage démocratique, certains pas du tout. Non, car les idéaux de 2011 et une partie de ceux qui les portaient sont encore là. Ils sont encore nombreux les combattants qui veulent renverser la dictature afin de permettre aux Syriens de déterminer eux-mêmes quel gouvernement ils veulent pour leur pays. La société civile reste présente par des projets divers d'organisation et de résistance dans les zones tenues par la rébellion. Les jeunes et moins jeunes actifs dans la contestation en 2011 se sont investis dans ces projets, du moins ceux qui sont restés car beaucoup ont quitté le pays du fait de la répression qui les visait particulièrement. Un grand nombre d'entre eux ont été arrêtés, emprisonnés, torturés ou exécutés.

[bbc.com](http://bbc.com) – [Syria: The story of the conflict](#)

## **Sur le terrain militaire : Qui se bat contre qui ? Qui contrôle quoi ?**

## **Les 4 principales forces sur le terrain**

Aux deux acteurs initiaux de ce conflit, le régime et l'opposition, se sont ajoutés progressivement et avec leur propre agenda, Daech et les forces kurdes.

**1 – Les forces gouvernementales, loyalistes au régime** de Bachar Al-Assad comprennent aujourd'hui, outre l'armée régulière, des milices et d'autres groupes armés étrangers. En érosion remarquable, elles ne contrôlent plus qu'un petit tiers du territoire syrien, essentiellement à l'ouest du pays, depuis la capitale Damas jusqu'à Lattaquieh, comprenant toute la zone côtière et les villes principales de Homs, Hama et une moitié d'Alep. Il s'agit, de l'essentiel de ce que certains appellent « La Syrie utile », permettant au régime une certaine continuité territoriale. Les services de l'Etat continuent de fonctionner presque normalement dans cette zone où la population est épargnée par les bombardements puisque les forces d'opposition n'ont ni les moyens ni la volonté de les bombarder. Les troupes pro-régime combattent les différentes forces rebelles sur le terrain mais surtout par les airs, où elles disposent d'une suprématie décisive. Leurs hélicoptères larguent quotidiennement des barils explosifs sur les zones rebelles, faisant des dizaines de victimes civiles. L'armée du régime dit se battre également contre Daech, mais en réalité très tardivement, bien moins fréquemment et avec moins de détermination et d'efficacité que contre les insurgés syriens.

**2 – L'opposition armée syrienne**, appelée au début « Armée syrienne libre » (ASL), dite aussi « rébellion » ou « insurgés », n'a jamais réussi à se constituer en une force coordonnée et centralisée. Elle est composée de différents groupes et brigades locales, formés au départ par des civils qui ont pris les armes. Fortement dépendante de l'aide extérieure pour son financement et son équipement, elle a été dominée petit à petit par les islamistes plus ou moins radicaux. Les fonds des gouvernements mais aussi de sponsors privés des pays du Golfe ont largement contribué à cette islamisation. Des brigades se sont formées, la plupart du temps sans conviction, avec une dénomination islamique leur permettant d'avoir accès à cette manne. Disposant de peu de moyens, l'ASL perd des combattants qui rejoignent les brigades islamistes qui peuvent les armer et leur donner une solde pour faire vivre leur famille. L'ASL a attendu en vain une aide des pays occidentaux qui aurait empêché en partie ce mouvement d'islamisation des combattants.

Après avoir contrôlé la plus grande partie du pays jusqu'en 2014, l'opposition armée n'a cessé de reculer depuis l'intervention russe à l'automne 2015. Après la perte de la moitié est d'Alep fin 2016, elle est essentiellement présente dans la région d'Idlib au nord-ouest de la Syrie le long de la frontière avec la Turquie. Elle continue de contrôler certaines parties dans la périphérie de Damas, la capitale, de Hama, de

Lattaquié et de Deraa au Sud. Ces zones régulièrement bombardées par l'armée du régime sont particulièrement visées depuis septembre 2015 par l'aviation russe, poussant une grande partie de leur population à fuir, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

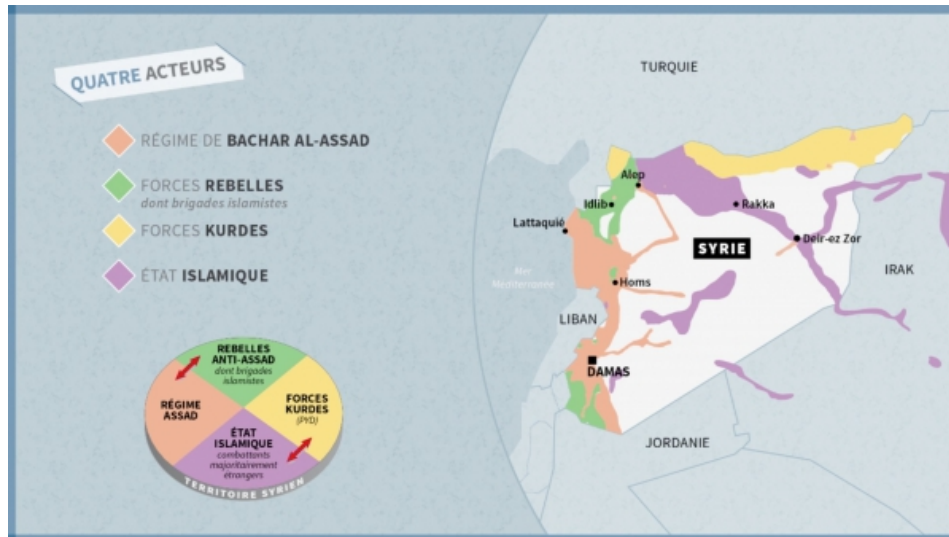
**3 – L'Etat islamique ou *Daech*** (selon son acronyme arabe), apparu sur le terrain à partir du printemps 2013, la redoutable formation jihadiste est composée à 80% de non Syriens, des extrémistes venus du monde entier. Elle a un tout autre agenda que l'opposition syrienne au régime de Bachar Al-Assad. Elle a proclamé en juin 2014 un « Califat » sur une grande partie du territoire syrien et irakien et contrôle toute la moitié orientale de la Syrie le long de la frontière avec l'Irak, berceau et base du mouvement. Elle s'est imposée par la force et la terreur, chassant les formations rebelles syriennes, notamment à Raqqa, sa capitale syrienne, soumettant la population locale à sa loi et commettant des atrocités. Attaquée depuis l'été 2014, par les raids aériens d'une coalition internationale menée par les Etats-Unis, puis depuis l'automne 2015 par les aviations russe, française, britannique, la formation jihadiste se trouve sur la défensive. Elle s'est projetée dès lors à travers le monde revendiquant des actions terroristes sanglantes et spectaculaires, notamment en France, mais aussi en Tunisie, en Egypte, etc... (*voir ci-dessous*)

**4 – Les forces kurdes syriennes**, contrôlent la zone nord-ouest frontalière de la Turquie majoritairement peuplée de Kurdes syriens. Leurs forces militaires sont composées de combattants locaux, appartenant au PYD, branche syrienne du PKK kurde de Turquie, d'origine communiste. Le retrait du régime des enclaves kurdes à l'été 2012 – les 3 cantons que sont Qamischli, Kobané, Afrin – a profité au PYD. Ces forces kurdes luttent pour reconquérir leur territoire et pour l'autonomie, et ne sont pas considérées comme opposantes au régime syrien. Cette carte est d'ailleurs utilisée par le régime pour affaiblir le CNK (Conseil national kurde), agissant de concert avec l'opposition syrienne réunie au sein de la Coalition nationale syrienne. D'ailleurs, lors de la conférence de l'opposition qui s'est tenue à Riyad le 10 décembre 2015, la Coalition nationale syrienne s'est opposée à la présence du PYD estimant que son attitude était ambiguë et faisant valoir qu'il ne combattait pas le régime mais s'était au contraire opposé aux groupes rebelles. Avec l'évolution du conflit, les Kurdes se sont retrouvés en première ligne pour lutter contre l'EI au Nord de la Syrie. Ils ont mené la grande bataille pour défendre et reconquérir la ville de Kobané. Une action rendue possible surtout grâce aux raids de l'aviation



de la coalition internationale luttant contre Daech et aux livraisons d'armes, au grand dam d'Ankara. En juin 2015, les forces kurdes et des brigades de l'ASL ont réussi à évincer les hommes de l'Etat islamique de la ville et de la région de Tall Abyad, frontalière de la Turquie.

[orientxxi.info](http://orientxxi.info) – [Affaiblissement de tous les protagonistes du conflit syrien](#)



Source : « Comprendre la situation syrienne en 5 minutes », Le Monde, octobre 2015

## Sur l'échiquier politique : mieux comprendre les camps qui se disputent la Syrie

Chacun des trois principaux acteurs – régime, opposition, Daech – prétend à une victoire totale et donc à la défaite totale des deux autres. C'est l'explication principale de la durée du conflit en Syrie.

### 1. Le régime de Damas

**Bachar Al-Assad un dirigeant moderne, laïc et protecteur des minorités en Orient ?**

Bachar Al-Assad succède à son père en 2000, faisant ainsi de la Syrie, avec la Corée du Nord, le seul cas de république héréditaire. On parle de « répubmonarchie ». Médecin, il porte un costume, il n'a pas de barbe, il parle anglais, bref il nous ressemble. Depuis son arrivée au pouvoir en effet, Bachar Al-Assad et sa femme offrent une image calculée à l'Occident : celle d'un couple moderne, occidentalisé (ils se sont rencontrés à Londres où il étudiait l'ophtalmologie), civilisé ! Il a fait de ses diverses apparitions médiatiques une véritable campagne de communication. Cette opération de séduction a fonctionné longtemps auprès des dirigeants et des opinions publiques occidentales. Quant à sa « laïcité », c'est considérer que la laïcité n'a pas besoin d'être démocratique. Comme son père avant lui, Bachar Al-Assad a compris le bénéfice qu'il pouvait tirer de la montée de l'islamisme en se présentant comme un rempart. Il a par ailleurs instrumentalisé les minorités, prétendant que s'il interdit tout pluralisme politique, il protège une certaine pluralité religieuse et ethnique. Mais les différentes communautés syriennes n'ont pas attendu le régime des Assad pour vivre ensemble. De la même manière, les Assad ont perçu le potentiel de la cause palestinienne pour leur propre survie. Ils alimentent un discours de résistance, tout en n'hésitant pas à combattre féroce­ment les principaux acteurs palestiniens, au Liban dans les années 1980, et en Syrie pendant la révolution, notamment dans le camp de Yarmouk.

[la-croix.com](http://la-croix.com) – [Le régime de Bachar Al Assad protège-t-il vraiment les chrétiens ?](#)

[tempsreel.nouvelobs.com/rue89](http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89) – [Assad et Daesh unis contre les Palestiniens de Damas](#)

### **... Ou un dictateur, criminel de guerre ?**

Le président syrien est responsable des violences commises par son armée, qui ont abouti à la destruction d'une grande partie de la Syrie, à la mort de centaines de milliers de civils et au déplacement de millions de Syriens hors du pays et à l'intérieur. Par ailleurs, la liste des exactions et des crimes commis par les forces armées du régime contre la population syrienne n'a cessé de s'allonger depuis le début du conflit. L'utilisation massive d'armes interdites même en temps de guerre contre la population civile, y compris par le gaz comme lors des attaques chimiques dans les environs de Damas l'été 2013, les disparitions forcées ou les tortures à mort des prisonniers par milliers, sont les exemples les plus flagrants. Comme Staline avant lui, Bachar Al-Assad organise également l'extermination par la faim, en assiégeant les villes

qui lui résistent. Les crimes de guerre établis et documentés par plusieurs organisations internationales des droits de l'Homme à la crédibilité reconnue et instruits par des procureurs internationaux, rendent Bachar Al-Assad justiciable auprès de la Cour pénale internationale.

– Rapport César :

[diplomatie.gouv.fr](http://diplomatie.gouv.fr) – [La torture dans les centres de détention du régime syrien](#)

– Rapports Human Rights Watch et Amnesty :

[hrw.org](http://hrw.org) – [Rapport mondial 2015 : Syrie](#)  
[amnesty.org](http://amnesty.org) – [Syrie | Amnesty International](#)

### **Que veut le régime de Bachar Al-Assad ?**

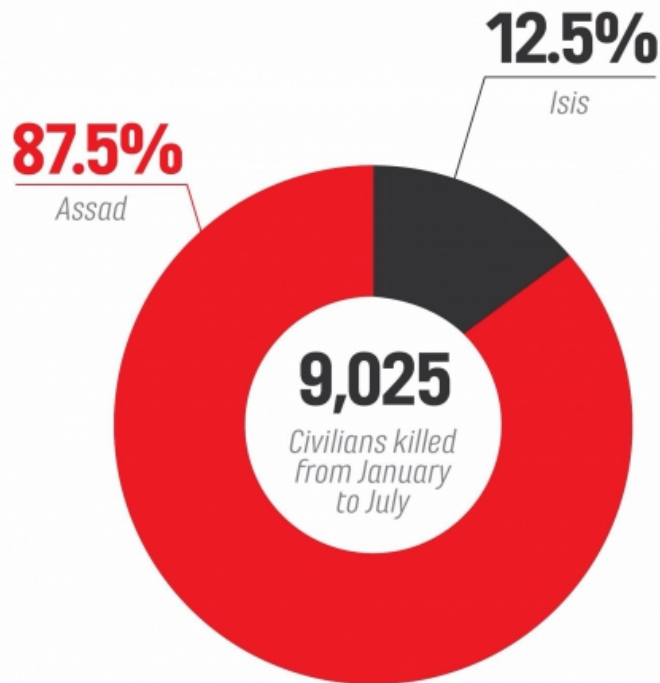
Garder tout le pouvoir à tout prix est la position constante du régime syrien depuis le début de la crise en 2011. Reposant depuis 40 ans sur un système sécuritaire verrouillé et la domination d'un clan familial accaparant les ressources politiques et économiques du pays, le régime de Bachar Al-Assad ne veut rien céder. Il a opposé une fin de non-recevoir aux réformes réclamées par la population au début de la révolution en répondant par une répression féroce et systématique. Qualifiant tous les opposants de « terroristes », il s'est permis l'emploi de tous les moyens pour combattre les contestataires, et en particulier les opposants démocrates, qu'il craint le plus. Le régime continue jusqu'aujourd'hui de rejeter tout compromis politique (*voir ci-dessous*).

### **Comment tient-il bon depuis cinq ans ?**

Nous l'avons vu, l'escalade de la répression armée est la première clé de la survie du régime qui n'a reculé devant rien. Parallèlement, le régime a mobilisé les craintes communautaires, lui permettant de resserrer autour de lui en particulier les Alaouites, otages car inquiets pour leur avenir, et d'attiser le tourment des puissances occidentales sur le sort des chrétiens dans une Syrie après-Assad. Mais le facteur déterminant a été le soutien de ses principaux alliés, l'Iran et la Russie, qui l'ont fourni massivement en hommes, en armes et en matériel, intervenant même directement sur le terrain et le protégeant également sur le plan diplomatique à l'ONU (*voir ci-dessous*).

### **Le régime Assad peut-il retrouver une légitimité ?**

Cela semble bien difficile compte tenu de tout ce que l'on vient de mentionner. Pour la plus grande partie de la population syrienne qui subit les conséquences des bombardements aveugles et qui a tout perdu, il est inacceptable d'être à nouveau gouvernée par ce régime.



In the first 6 months of 2015, the Syrian government **killed 7 times more** civilians than Isis.  
Syrian Network for Human Rights: [bit.ly/1JYnn8](http://bit.ly/1JYnn8)

Nombre de victimes civiles au premier semestre 2015

Source : The Syria Campaign, 2015.

## 2. L'opposition politique

### On a l'impression que personne ne constitue une force alternative

La non-émergence d'une opposition syrienne politique cohérente et visible est un problème essentiel qui a contribué à prolonger le conflit. Majoritaires dans la population comme parmi les exilés, les Syriens qui réclament la chute du régime de Bachar Al-Assad n'ont pas réussi à constituer un front politique représentatif, cohérent et uni avec une

stratégie claire et réaliste. Cette grande faiblesse est d'abord le résultat de plus de 40 ans d'une dictature qui interdisait toute expression ou activité politique dans le pays. L'inexpérience et le manque de savoir faire des opposants syriens, tous profils et tendances confondus, se sont révélés d'autant plus handicapants que la complexité de la crise exige une habileté politique, diplomatique et stratégique exceptionnelle. Le manque de soutien de leurs alliés potentiels, face à la détermination de ceux du régime, a ajouté à ces difficultés.

### **L'opposition est divisée...**

Cet argument est souvent brandi par le régime de Bachar Al-Assad, ses alliés et ses partisans pour minimiser ou décrédibiliser l'opposition. En effet, comme la Résistance française en 1940, elle inclut autant des jeunes manifestants de la première heure que des groupes et personnalités politiques en exil. Elle est composée d'une grande diversité de courants et de mouvements, allant des Frères musulmans aux démocrates laïcs en passant par les libéraux ou les communistes. On pourrait aussi arguer que cette opposition plurielle est une caractéristique de la démocratie. L'éclatement géographique et surtout les défis auxquels sont confrontés les opposants expliquent des divergences d'approche et les divisions. Mais tous sont mus par un objectif de court terme : une transition politique en Syrie.

### **...et sous influence étrangère**

C'est la thèse du régime qui, dès les premiers jours de la révolte, crie au complot en accusant des « extrémistes terroristes à la solde de l'étranger ». Le gouvernement a beau dire que les pays du Golfe ou occidentaux étaient derrière les manifestants, nul besoin d'étrangers : l'explosion, on l'a vu, avait des raisons internes. Avec la militarisation du conflit, des armes commencent à venir de l'étranger, d'abord à travers la frontière libanaise puis par la Turquie. Le soutien financier aux groupes insurgés prend de l'ampleur à partir de 2012, avec des fonds privés syriens ou arabes, puis avec l'arrivée de fonds privés des milieux intégristes des pays du Golfe. L'opposition s'est retrouvée de plus en plus dépendante de ces pays parce qu'elle a été lâchée par le reste du monde. Le groupement des « Amis du peuple syrien », qui comprend plus d'une centaine de pays arabes, occidentaux et autres n'a cessé de faillir à ses engagements. Ses promesses d'aide politique, militaire et même humanitaire n'ont souvent pas été tenues.

## Les principales composantes de l'opposition :

- **Un groupement formel : La Coalition nationale** des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, créée en novembre 2012 réunit une grande partie des mouvements et personnalités d'opposition. Toutes les régions syriennes, communautés et courants politiques y sont représentés. Son objectif affiché est « le renversement du régime Assad pour fonder une Syrie civile et démocratique ». Elle est reconnue comme légitime et comme le principal représentant de l'opposition syrienne par plusieurs pays arabes et occidentaux, ainsi que par l'ONU.
- **Le gouvernement provisoire** : mis en place par la Coalition, il gère depuis 2014 les affaires des populations syriennes dans les territoires non contrôlés par le régime et en exil, surtout pour la Santé et l'Education. Ses ministères et services sont basés en Turquie.
- **D'autres petites formations** qui ne font pas partie de la Coalition représentent des tendances diverses. La plus importante d'entre elles est le Comité de coordination nationale, divisé entre l'intérieur et l'extérieur de la Syrie et qui regroupe des intellectuels dont certains ont été arrêtés par le régime. Plusieurs autres personnalités influentes, des intellectuels ou des notables ont créé des partis ou mouvements minoritaires dans l'opposition.
- **Le « Haut Comité pour les négociations », un nouveau regroupement** s'est constitué en décembre 2015 lors d'une réunion à Riyad en Arabie Saoudite, en préparation des négociations de paix prévues sous l'égide de l'ONU. Il rassemble une centaine de délégués, représentant l'ensemble des formations et groupes mentionnés ci-dessus, des forces armées combattant sur le terrain, ainsi que des personnalités indépendantes de l'opposition. Un accord a été trouvé entre tous sur une plateforme pour entamer les négociations avec les représentants du régime en vue d'une transition politique fondée sur les termes des accords de Vienne (voir-ci-dessous). Le communiqué final affirme que les participants « sont prêts à entrer dans des négociations avec des représentants du régime sur la base de la déclaration de Genève 1 », c'est-à-dire sur le principe d'une transition politique. Le départ du président syrien n'est plus posé en préalable même s'il est noté qu'il devra intervenir au début de la transition.

[bbc.com](http://bbc.com) – [Guide to the Syrian opposition](#)

## **Par ailleurs, tout un peuple dans la résistance**

L'écrasante majorité des Syriens mobilisés pour un changement démocratique en Syrie en remplacement de la dictature de Bachar Al-Assad n'est évidemment pas dans des structures politiques de l'opposition. Certains sont passifs mais d'autres agissent dans des cadres divers sur le terrain, auprès de la population, pour exprimer leur vision d'une autre Syrie.

**Les organisations de la société civile** : il en existe des milliers à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de tailles et de compétences différentes. Les organisations médicales créées par des médecins syriens expatriés font un travail colossal dans des conditions souvent dramatiques pour soigner les blessés et même prendre en charge la santé publique dans les zones hors du contrôle du gouvernement. Des groupes de jeunes et de femmes se sont organisés pour intervenir dans le domaine humanitaire et de plus en plus dans l'éducation, ainsi que pour créer des micro-projets pour faire vivre des familles à court de revenus. Toutes ces structures informelles témoignent de la vitalité et de la résilience de la société civile syrienne.

**Les Casques blancs syriens : un exemple de prise en charge pacifique de leur destin par les Syriens.** Cette organisation de défense civile, née en réponse aux bombardements et notamment à l'usage de barils d'explosifs par le régime, extrait les victimes des décombres et leur prodigue les premiers secours. Constituée d'abord à Idlib, cette organisation est présente aujourd'hui sur 117 sites. Ses membres ont sauvé 35 000 blessés, souvent au péril de leur vie puisque 106 casques blancs ont été tués depuis leur création.

**Les Conseils locaux** : Dans la plupart des quartiers ou des villages des zones contrôlées par l'opposition, les habitants ont mis en place des conseils civils pour gérer la vie quotidienne : les services municipaux, la justice, la santé, la distribution de l'aide. Certains d'entre eux ont inauguré des pratiques démocratiques inconnues dans la Syrie des Assad, en organisant des élections et un système de prise de décision collégial.

**Les intellectuels** : il est important de souligner que les forces vives du pays, la jeunesse, les intellectuels, les écrivains, les artistes, les musiciens, les cinéastes, etc, tout ce qui fait la créativité d'un pays et sa promesse d'avenir, sont majoritairement pour la contestation. Ils

expriment leur créativité et leurs opinions à travers leurs œuvres littéraires ou artistiques qui connaissent un développement formidable depuis le début de la révolution. Une grande partie de ces intellectuels a dû quitter le pays du fait de la répression. La France a d'ailleurs accueilli un certain nombre d'entre eux.

### 3. L'apparition et le développement de Daech

Daech, acronyme arabe de l'État Islamique en Irak et au Levant, est issu de l'État islamique en Irak né en 2006 dans les suites de l'intervention américaine en Irak de 2003. Il est alors le représentant d'Al-Qaïda en Mésopotamie. En avril 2013, son chef irakien, Al-Baghdadi annonce, un peu trop précipitamment, la fusion du Front Al-Nosra et de sa formation pour constituer l'État Islamique en Irak et au Levant. Dès le lendemain, Al-Nosra dément cette fusion et confirme son allégeance à Al-Qaïda, tandis que le groupe d'Al-Baghdadi s'en détache. Les deux groupes djihadistes sont désormais concurrents et s'affrontent parfois directement.

Le mois suivant, l'EI prend le contrôle de Raqqa, première grande ville syrienne « libérée » par l'opposition armée au régime. Il apparaît alors nettement que ce groupe a un tout autre agenda que la lutte contre le régime Assad. Il est de plus majoritairement composé de non-syriens (au moins 75 % de ses combattants viennent de l'étranger). Aussitôt rejeté par la population locale, en raison de son idéologie et de ses méthodes brutales, il s'impose par la force et la terreur.

En janvier 2014, les rebelles parviennent à chasser l'EI qui s'était implanté dans les régions d'Alep et d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. La formation jihadiste regroupe ses troupes alors à Raqqa, éliminant les autres forces de l'opposition dans la ville et sa région.

En juin 2014, l'EI lance une offensive fulgurante prenant de larges pans de territoire en Syrie et en Irak, dont Mossoul, deuxième ville du pays. Il rencontre peu de résistance de la part de l'armée irakienne et les djihadistes font main basse sur un équipement militaire important et moderne dont les Américains avaient doté une armée irakienne aux soldats mal formés et surtout peu motivés. Daech s'empare aussi du trésor des banques de Mossoul et sur les puits de pétrole de la région.



Le voilà désormais équipé d'un matériel militaire performant, d'une masse d'argent et de ressources. Au cours de cette même offensive de juin, il occupe les territoires syriens le long de la frontière avec l'Irak, en particulier la région pétrolifère de Deir-ez-Zor. Ainsi doté, il peut proclamer le 29 juin le rétablissement du « Califat ». Il demande aux musulmans du monde entier de lui prêter allégeance. Raqqa devient la capitale d'un territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak grand comme le Royaume-Uni. L'EI soumet les populations des zones qu'elle contrôle à ses lois par la terreur et les exactions. Un grand nombre de Syriens de ces régions fuient leurs villes et se réfugient surtout au sud de la Turquie.

En août 2014, devant le risque de voir tomber Bagdad, une coalition dirigée par les États-Unis dont fait partie la France intervient en bombardant les positions du groupe en Irak et également en Syrie à partir du 23 septembre. Cette stratégie militaire parvient certes à endiguer le phénomène. En 2015, Daech perd une partie de son territoire mais cela ne l'empêche pas en mai de cette année, de mener une offensive foudroyante contre la ville de Palmyre sans être empêché sur sa route par le moindre bombardement du régime ou de la coalition internationale. Il entre même dans la ville sans rencontrer de résistance de la part des forces du régime. Et pour cause, celles-ci avaient déjà quitté la cité historique. Palmyre était pratiquement « ville ouverte ». L'histoire étrange de la prise sans heurts de Palmyre par Daech reste à écrire. La ville sera reprise aux djihadistes en mars 2016 grâce à une offensive russe où les forces du régime, exsangues, n'ont eu qu'un rôle limité.

En Irak, le 17 octobre 2016, une importante bataille contre Daech, pour reprendre Mossoul est engagée. Les forces irakiennes entraînées par la coalition sont mises en avant. Les avions de la coalition participent à la bataille. Début novembre, les villages entourant la ville sont libérés. Début février, Mossoul Ouest est reprise mais la progression dans la vieille ville est lente et difficile. L'Europe, avec en tête la France, insiste pour que la campagne inclue aussi la libération de Raqqa en Syrie afin de couper la route aux djihadistes fuyant Mossoul. Cette campagne sera soutenue au sol par des rebelles et des Kurdes au sein d'une force arabo-kurde : les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), formées de combattants liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et d'une minorité de groupes rebelles arabes. L'annonce de cette bataille devant mobiliser 30 000 hommes est faite le 6 novembre. Donald Trump avait annoncé, au lendemain de son élection, sa volonté de reprendre Raqqa en s'appuyant sur les forces kurdes du PYD et leurs alliés arabes.

Cette bataille se déroule elle aussi sous le couvert des bombardements de la coalition. Celle-ci a commis plusieurs erreurs de tirs tuant des civils ainsi que des combattants des FDS. Des combats ont fait rage autour du barrage de Tabqa sur l'Euphrate. La coalition a bombardé ses abords faisant craindre un désastre car si le barrage devait céder, la vallée de l'Euphrate où vivent des dizaines de milliers de personnes serait inondée. Le 24 avril 2017, les forces arabo-kurdes, accompagnées par plusieurs raids de la coalition, entrent à Tabqa qui se trouve à environ 55 km à l'ouest de Raqqa. Un point stratégique sur le chemin de la capitale de l'EI en Syrie. Les djihadistes sont maintenant acculés.

Mais dans le cas de Mossoul comme celui de Raqqa, la question de la stratégie politique, soit celle l'après Daech, n'est toujours pas posée. Qui occupera les territoires dont on aura chassé l'État islamique?

La question de la solution politique est d'autant plus cruciale que l'État islamique envoie des hommes commettre des attentats en Europe. La France est particulièrement frappée : plusieurs attaques entre le 7 et le 9 janvier 2015 à Paris et proche banlieue qui font 17 morts ; celles du 13 novembre 2015, qui font 130 morts ; celle de Nice le 14 juillet 2016 (86 morts) suivie d'une attaque le 26 juillet dans l'église de Saint-Etienne du Vouvray en Normandie où un prêtre a été égorgé ; ou encore l'assassinat d'un policier sur les champs Élysées en avril 2017. Toutes ces attaques ont été revendiquées par l'EI, sauf celle contre Charlie Hebdo qui a été revendiquée par la branche d'Al-Qaïda au Yémen. Daech revendiquera l'attentat à Bruxelles à l'aéroport et dans le métro qui fait 35 morts le 22 mars 2016 ainsi que l'attaque sur un marché de Noël à Berlin le 19 décembre provoquant la mort de 12 personnes. Le 1er janvier 2017, une fusillade dans une discothèque à Istanbul fera 39 morts. S'ajoutent des attaques sporadiques en réponse à l'appel lancé par Daech à tuer des mécréants avec tous les moyens possibles, pierre, couteau... Les États-Unis ne sont pas épargnés : tueries de San Bernardino (Californie, décembre 2015) et d'Orlando (Floride, juin 2016). Les cinq continents sont touchés car l'EI a progressivement étendu son champ de bataille. Elle dispose de groupes locaux très actifs.

Avec ces attentats, nous sommes toujours au cœur de la question syrienne. Car c'est bien en Syrie, à la faveur du chaos, que ce groupe, né en Irak, a pu se développer. Rappelons que le régime syrien a favorisé cette stratégie en libérant à plusieurs reprises durant l'année 2016 de nombreux islamistes qui avaient été emprisonnés par les

services de sécurité. Ces anciens prisonniers ont fondé plusieurs groupes islamistes radicaux et des groupes jihadistes comme Al-Nosra, dont certains membres ont ensuite rejoint les rangs de Daech. C'est encore en Syrie que se rendent de jeunes Européens séduits par la violence extrême et par l'idée du jihad. C'est à partir de la ville syrienne de Raqqa que l'EI a préparé son offensive sur Mossoul mais aussi ses attaques en Europe. Au fur et à mesure de son extension, il a pu obtenir les allégeances de divers groupes au Maghreb, notamment en Libye où le chaos sert les stratégies les plus violentes, ainsi qu'en Afrique. Une solution à la crise syrienne est le moyen le plus efficace de réduire la tension et de mettre en difficulté Daech.

## 4. Les Kurdes syriens

Les Kurdes ont longtemps été persécutés et discriminés par le régime syrien car n'étant pas Arabes. Sous Bachar Al-Assad, des explosions de colère ont eu lieu dans les régions kurdes comme à Qamichli en 2004. Elles ont été durement réprimées. C'est pourquoi, au début de la révolution, pour empêcher les Kurdes de rejoindre le mouvement d'insurrection, le régime leur a consenti des droits qu'il leur avait jusque-là refusés. Il s'est également débarrassé des opposants kurdes prêts à rallier la révolution, comme Mechaal Tamo, assassiné en octobre 2011. En conséquence, si une partie de la communauté kurde a rejoint la révolution, on a généralement assisté, dans les régions à forte population kurde, comme la Jézireh, à des accommodements avec le régime.

L'entrée en lice des Kurdes dans le conflit syrien commence vraiment avec la bataille de Kobané, où les YPG – émanation militaire du PYD, équivalent syrien du PKK turc – combattent Daech de manière spectaculaire (septembre 2014 – juin 2015) : la bataille de Kobané reçoit une forte couverture médiatique en Occident et renforce dans les opinions occidentales l'image positive des Kurdes. Son issue victorieuse a deux conséquences.

La première est de renforcer la détermination des Kurdes du PYD à constituer un État kurde (le « Rojava ») en Syrie, à la frontière avec la Turquie, réunissant ce qu'on nomme traditionnellement les trois « cantons » kurdes (Jézireh au nord-est, Kobané et Afrin, dans la région d'Alep). La seconde est de convaincre les Américains que les YPG sont indispensables à la lutte contre l'Organisation de l'État Islamique, alors

même que le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Washington. Afin de reprendre à Daech les territoires conquis en Syrie, les Américains poussent à la constitution des FDS (Forces Démocratiques Syriennes), regroupant les YPG et des groupes armés arabes hostiles à Daech et au régime syrien. Ces FDS sont aujourd'hui au centre de la stratégie occidentale pour reprendre Raqqa, capitale syrienne de l'Organisation de l'État Islamique.

La place donnée aux Kurdes par les Américains n'est pas sans poser problème. On a vu ainsi, dans la région d'Alep des unités des YPG, armés par le Pentagone, combattre des groupes armés rebelles entraînés et armés par la CIA. Par ailleurs, la Turquie observe avec beaucoup d'inquiétude la montée en puissance des YPG, qui, pour Ankara, ne sont que le prolongement du PKK. Enfin, des factions kurdes proches du PKK sont accusées par les rebelles de faire le jeu du régime.

En novembre 2016, les forces kurdes du YPG, profitent de la situation de faiblesse des rebelles sous le feu du régime et des bombardements russes : elles prennent certains secteurs que les rebelles occupaient, notamment les quartiers d'Alep-Est. C'étaient pourtant des zones non traditionnellement kurdes. Ainsi, dans cette bataille d'Alep, les brigades du YPG se sont très clairement alliées au régime syrien et ses alliés contre les rebelles. La partie est de la ville aux mains des insurgés depuis août 2011 tombera à la mi-décembre.

En réalité, les rapports du PKK, ou PYD pour son aile syrienne, avec le régime syrien ont toujours été des plus ambigus. Protégé par Hafez Al-Assad, le mouvement d'Abdullah Öcalan est finalement chassé de Syrie en 1998, suite à des menaces turques. Or les canaux de communication n'ont jamais été totalement rompus. Le PKK ou PYD est autorisé à revenir progressivement en Syrie à partir de l'été 2011 dans les territoires kurdes où il s'implante au besoin en utilisant la force. Les Kurdes, tentés de rejoindre la contestation du régime – certains se battaient dans les brigades combattantes rebelles – sont contraints de cesser toute activité anti-Assad. Une neutralité, à défaut d'une réelle coopération, est attendue vis-à-vis du régime syrien. Comme on l'a vu, dans la dernière bataille d'Alep, l'engagement des brigades militaires du PYD aux côtés du régime de Damas a été sans ambiguïté.